



Paris le 12/02/2019

Solidaires SYNDICAT NATIONAL
Finances Publiques

Pourquoi tant de haine !

Les annonces destructrices pour la DGFIP et pour la Fonction publique dans son ensemble s'accumulent.

Les pièces du puzzle s'assemblent une à une dessinant un paysage apocalyptique pour les 3 prochaines années.

**L'objectif du gouvernement :
supprimer 50 000 emplois dans la Fonction publique d'État d'ici 2022.
Combien pour la DGFIP : entre 18 000 et 25 000.
Dans le même temps : 16 000 collègues partiront à la retraite.
A l'horizon 2022, ce sont donc entre 2 000 et 9 000 agent.es qui se retrouveraient sans mission, sans résidence, sans chaise !**

Comment?

En externalisant, en privatisant, en supprimant des missions

Agences comptables pour les grandes collectivités et établissements publics de santé
Agence unique de recouvrement
Transfert de la mission topographique à l'IGN
Suppression de la TH
Prélèvement à la source et donc privatisation de la

collecte de l'impôt sur le revenu
Interdiction du paiement en numéraire
Accueil exclusif sur rendez-vous et fermetures des services
Abandon progressif de la publicité foncière aux notaires

En restructurant dans tous les sens

1 trésorerie par EPCI et 1 trésorerie par groupement hospitalier de territoire, soit 1 millier de fermeture en 3 ans, sans compter celles liées aux agences comptables
La géographie revisitée qui va détruire et remode-

ler totalement notre paysage administratif
Regroupement des SIP et des SIE (1 à 2 par département)
Départementalisation des SPF, dans un premier temps

En accentuant la dématérialisation

Obligation générale de télédéclarer pour les particuliers
Contact avec les services principalement par internet et par les plateformes
Utilisation de l'intelligence artificielle pour les réponses aux courriels, pour la programmation et pour le contrôle fiscal (algorithmes, datamining)

Cerise sur le gâteau

Le Préfet aura la main mise sur les fonctions supports (budgets, logistique, informatique, RH), mais sera aussi partie-prenant en matière d'exercice des missions, d'allocation des moyens d'organisation structurelle.

Et tout est prêt pour que nous subissions

Réforme des règles d'affectation à la DGFIP

Mise en place de la rémunération au mérite, formidable outil de chantage à la mobilité forcée

D'autant que la loi Fonction publique prévoit

La fusion des CT et des CHS-CT comme dans le privé (clairement le chapitre conditions de travail est balayé)

La fin de l'avis des CAP sur les mutations et mobilités (en clair le pouvoir administratif fera intégralement ce qu'il voudra)

Les formes du dialogue social traités par ordonnance (pas de débats ils trancheront seuls)

Fin du conseil supérieur de l'État en tant qu'organe supérieur de recours (direct le TA donc)

Recours massif aux contractuels quelles que soient les fonctions (voir critères dans le texte)

Création d'un contrat de mission (embauche de 6 ans maxi sur un projet et hop dehors)

Généralisation de l'évaluation individuelle et plus

grande importance pour l'avancement et les promotions

Nouvelles sanctions disciplinaires (exclusion temporaire de 3 jours) sans examen par une CAP et inscription au dossier

Mesures pour favoriser la mobilité inter fonctions publiques

Création d'une rupture conventionnelle pour les contractuels et expérimentation pour les fonctionnaires État et Hospitalier

Précisions sur l'accompagnement des restructurations

Détachement d'office lors d'une externalisation de mission (agences comptables et de recouvrement, prise en main des Préfets, transfert cadastre/IGN par exemple)

Notre avenir se joue MAINTENANT !

La DGFIP va contractualiser avec la direction du budget un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens. Signature prévue fin mars début avril ! Une fois paraphé, nous aurons certes de la visibilité, mais TOUTES les restructurations seront actées, et TOUTES les suppressions d'emplois seront fixées pour trois ans.

Depuis trois semaines, à l'appel de l'intersyndicale DGFIP, plusieurs départements sont dans l'action, certains de manière continue, sous des formes qui préservent le budget des agent.es engagé.es... Et qui fonctionnent.

Au niveau national, nous avons interpellé les ministres, tantôt l'intersyndicale DGFIP, tantôt l'inter fédérale finances, deux ou trois fois depuis la mi-janvier. Mais ils nous ignorent, tout comme le DG et les directeurs qui savent à quelle sauce nous allons être dévorés si nous ne faisons rien.

Il est temps que TOUT le monde s'y mette, vacances ou pas vacances !

**Réunissez-vous partout,
pour décider des opportunités d'agir
et des modalités d'actions !**

Il y a péril en la demeure !